

LE GRAND ENTRETIEN

Toutes les semaines dans *La Marseillaise*, nous invitons une personnalité des départements du Gard ou de l'Hérault à répondre à nos questions. Ce vendredi, Eugénie Loison, présidente de l'association Libre Pensée 34, revient sur la montée de l'extrême droite, la laïcité et la crise démocratique qui traverse le pays ainsi que la dérive autoritaire d'Emmanuel Macron.

Entretien réalisé par Louis Dupin

EUGÉNIE LOISON, présidente de la Libre pensée 34

« Réfléchir à une autre vision de la Constitution »

ASSOCIATIONS

La Marseillaise : Certaines associations sont remises en cause par le gouvernement, faut-il s'en inquiéter ?
Eugénie Loison : Aujourd'hui, on a un paysage associatif assez important grâce à la loi de 1901, on a une diversité dans le paysage de pensée qui est primordiale. Il faut la préserver. Le gouvernement, du moment qui se sent remis en question ou mis en danger par une pensée qu'il verrait de son point de vue subversif ou à son encontre, utilise l'appareil législatif ou des potentialités de sanctions pour s'imposer par la force. Plus un pouvoir se sent menacé, plus il utilise la force, si tout allait bien, il n'y aurait aucune remise en question de ces associations.

MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

La Marseillaise : Vos locaux ont été vandalisés à Paris, sentez-vous une pression croissante ?
E.L. : On note une escalade des actions, au départ, c'était sur des articles de Valeurs Actuelles où nous étions comparés à des censeurs, là notre librairie est taguée. On se retrouve dans une situation où il y a une escalade petit à petit, on part d'une violence écrite qui s'accroît vers de la violence effective avec des tags, des vitrines brisées. Notre inquiétude est de savoir jusqu'où ça va aller. Nos membres sont reconnaissables, les groupes d'extrême droite sont de plus en plus virulents et l'on constate qu'il n'y a aucune action faite par le pouvoir en place pour dénoncer ce genre d'action. Nous avons fait un appel à soutien. Rien n'est fait face à cette escalade. Il y a une bascule de pensée, une forme d'inversion de valeurs. On peut le voir avec la mise en place du

SNU où l'on va vers des sortes de valeurs nationalistes, patriotiques, à l'inverse des valeurs républicaines, inscrites sur tous les frontons des bâtiments publics. En ce moment, c'est esprit de défense, de cohésion nationale au lieu de liberté, égalité, fraternité.

Assiste-t-on à une libéralisation de la parole de l'extrême droite ?

E.L. : Quand on voit que le ministre de l'Intérieur menace de dissolution des associations écologiques et que la Première ministre va jusqu'à dire qu'il y a une bascule vers l'islamogauchisme, c'est à se demander ce qui leur passe par la tête. Au-delà de la libéralisation de la parole de l'extrême droite, on pourrait parler de connivence de pensée au vu des actions du gouvernement et de l'autoritarisme que nous voyons – autant parlementaire que lors des manifestations.

LAÏCITÉ

La Marseillaise : La laïcité est-elle en danger ?

E.L. : On se rend compte que sur l'aspect religieux de la France, il y a une tentative de revenir à une sorte de religion nationale où les autres ne seraient que tolérées. Quand on voit la crèche à Béziers, le préfet aux côtés du maire lors d'une procession à la Vierge Marie sous prétexte de tradition, c'est problématique. Quand on interpelle le ministre de l'Intérieur, il n'y a aucune action. Par contre, les groupuscules d'extrême droite fleurissent et s'expriment sans aucune contradiction. On est en train d'avoir des élus – pour des raisons souvent électoralistes – qui vont aller caresser dans le sens du poil certaines communautés et en mettre d'autres à l'écart. Or, la laïcité par la loi de 1905 garantit la liberté de conscience, la liberté de pensée, la liberté de culte et la paix civile. Là, nous sommes face à un pouvoir qui petit à petit se permet de diviser le pays sous des prétextes de communautarisme.

Peut-on parler d'un retour d'une force conservatrice ?

E.L. : Si on observe le système, il est en fin de vie avec un pouvoir qui – par le fait des abstentions – manque d'une forme de légitimité avec des crises sociales énormes. Et l'être humain, pas dans sa majorité, peut avoir un besoin de se re-



croqueviller sur lui-même et développer un sentiment de sécurité et donc des réactions réactionnaires. Les crises sociales, sanitaires, économiques peuvent développer une forme de besoin sécuritaire. Il ne faut pas s'étonner que par souci d'appartenance, certaines personnes puissent se sentir avec ce besoin de retrouver quelque chose de « traditionnel ». Mais nous nous battons pour une parole de tolérance, de liberté d'expression afin d'éviter ces situations de crise et de bascules autoritaires.



AUTORITARISME

La Marseillaise : On assiste à un usage de la force de plus en plus croissant comme le montrent les violences policières ?

E.L. : On le voit depuis novembre 2018 et le premier acte du mouvement social des gilets jaunes. Au-delà du terme de violences policières, on peut parler de violence politique car les policiers répondent à des ordres. Ils visent à faire taire les manifestants, c'est une remise en question du droit de manifester. L'objectif de ces violences politiques est simplement là pour remettre en question le droit de manifester et cacher une forme d'incompétence face à ces crises sociales.

Pourrait-on parler de glissement autoritaire de la part de l'État ?

E.L. : Quand j'observe la réforme des retraites, le gouvernement fait tout pour limiter l'opposition. Il commence avec l'article 47.1 suivi du bloc voté au Sénat et il finit par l'article 49.3, j'observe la mort de la V^e République dans sa forme démocratique. On assiste à une bascule par les articles constitutionnels vers une V^e République autoritaire. Il faut peut-être réfléchir à une autre vision de la Constitution. En tout cas, c'est une mort lente de la V^e République démocratique.

LUTTER CONTRE CES DANGERS ?

E.L. : La Libre Pensée a cette capacité à créer des espaces de libre expression où nous pouvons permettre à des personnes d'apporter une autre vision des choses, de faire un pas de côté. Pour permettre à toutes les personnes d'aller vers une autre architecture de pensée, il faut ouvrir ces espaces, leur donner de plus en plus de place, laisser la parole aux personnes, qu'elles puissent argumenter au quotidien. Ce qui va permettre aussi de planter une graine et de faire pousser des fleurs un peu partout.